Luxembourg, le 10 août 2005

Objet: Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1994 relatif aux produits cosmétiques (2960MCH).

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Par sa lettre du 1^{er} juillet 2005, Monsieur le Ministre de la Santé a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Le présent projet de règlement grand-ducal vise à transposer dans la réglementation nationale la directive 2005/9/CE de la Commission du 28 janvier 2005 et la directive 2005/42/CE de la Commission du 20 juin 2005 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil, relative aux produits cosmétiques, en vue d'adapter ses annexes II, IV, VI et VII au progrès technique.

Les transpositions se font principalement par des ajouts aux annexes II, V et VI du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1994 relatif aux produits cosmétiques, de produits toxiques à ne pas utiliser respectivement à utiliser dans des doses prescrites en annexe pour fabriquer des produits cosmétiques.

En outre, l'article 1 prévoit de modifier l'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 1994 relatif aux produits cosmétiques, dans ce sens qu'il confère le droit au ministre de la Santé de pouvoir modifier les annexes par règlement suite à une directive ou une décision des Communautés européennes ou si la protection de la santé du consommateur l'exige.

En effet, depuis la révision de l'article 76 de la Constitution en novembre 2004, l'article 1 sous rubrique est une des premières applications de la nouvelle situation constitutionnelle, qui présente l'avantage d'une flexibilité plus grande pour le ministre concerné, en particulier dans des domaines techniques à de fréquentes modifications et adaptations.

Néanmoins, la faculté de recourir au règlement ministériel en la matière ne signifie cependant pas que les avis des chambres professionnelles ne devraient plus être sollicités.

La Chambre de Commerce estime que la réglementation de l'utilisation desdits produits améliorera la transparence du marché, renforcera la confiance des consommateurs et contribuera ainsi à une croissance de la demande et donc de la consommation.

* * *

La Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, est en mesure de marquer son accord au projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

MCH/TSA